Combattre la Désinformation : un grand défi pour la planification familiale au Bénin

Alors que le Bénin s'est engagé au Partenariat de Ouagadougou à faire passer le taux de prévalence contraceptive moderne chez toutes les femmes de 11,7 % à 18 % en 2026, c'est sans compter sur les rumeurs et fausses informations qui circulent au sujet de la contraception au Bénin.

Selon les données de la 5e enquête démographique et de santé au Bénin, seuls cinq pour cent des jeunes femmes du département du Couffo, où se trouve Aboloumè, utilisent des méthodes contraceptives modernes. Ce faible taux s\\\'explique en grande partie par la propagation de mythes et de fausses informations au sein de communautés conservatrices.

Amour Priscille AGUIAR, sage-femme et spécialiste en santé sexuelle et reproductive, explique que de nombreuses rumeurs sont basées sur des \\\ »on-dit\\\ » plutôt que sur des expériences réelles. Elle qui a longtemps servi au Centre de Santé de Akassato dans la commune de Abomey-Calavi, l'une des villes populaires du Bénin, a elle-même été témoin de cas de désinformation, tels qu\\\'une femme prétendant qu\\\'un dispositif intra-utérin s\\\'était déplacé dans la gorge de sa sœur, provoquant une opération chirurgicale. En réalité, il s\\\'agissait d\\\'un goitre non lié au dispositif.

Même s'il existe quelques effets secondaires liés à certaines méthodes contraceptives, les avantages de l\\\'utilisation des contraceptifs l'emportent largement.

Nécessité de combattre les informations anti-contraceptives

Edwige BINAZON, journaliste spécialisée dans la vérification des informations à UNICEF Bénin et activiste des droits en santé sexuelle et reproductive, relève des progrès significatifs au Bénin, mais souligne que les informations correctes ne sont pas encore accessibles à tous. Elle plaide pour la création d\\\’un répertoire des fausses informations afin de mieux orienter la lutte contre la désinformation.

Les adolescentes et les jeunes sont particulièrement exposés aux conséquences de la désinformation, avec des grossesses non intentionnelles et des infections sexuellement transmissibles en hausse. Le rapport 2022 du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) estime qu\\\’environ 12 millions de grossesses non intentionnelles surviennent chaque année dans le monde, avec des naissances de plus en plus rapprochées au sein des couples.

Pourtant, selon les estimations de données réalisées en 2021 par Track20 grâce à l\\\’utilisation de contraceptifs, 140 000 grossesses non intentionnelles pourraient être évitées, ainsi que 52 000 avortements non sécurisés. De plus, 410 décès maternels pourraient être évités chaque année au Bénin.

Il est donc impératif de lutter contre les rumeurs et les fausses informations afin de promouvoir efficacement la planification familiale, que ce soit en milieu rural ou urbain. Si de telles désinformations étaient déconstruites dans l\\\’entourage de dame Nondi, elle ne serait pas aujourd\\\’hui confrontée à la difficulté de subvenir aux besoins de huit enfants à seulement 25 ans.

L’engagement du tous les acteurs

« La taille d’une population et sa jeunesse peuvent être un atout, son augmentation trop rapide est un frein pour son développement, quand dans un pays la demande en matière d’éducation, de santé et de l’emploi croît beaucoup trop vite que l’investissement et l’offre dans ces trois domaines, le

pays s’appauvrit », avait déclaré le Président de la République du Bénin, Patrice Talon au cours d’une interview accordée au média français Le Figaro.

En claire, le président Patrice Talon soutient que l\\\’explosion démographique constitue un frein au développement, et la responsabilité de tous les acteurs est nécessaire pour atteindre cet objectif.

Pour y parvenir, il faut miser sur l’engagement des activistes, des agents de santé, des Organisation de la Société Civile, des gouvernants et aussi bien des femmes que des hommes. A cet effet, les personnes ressources rencontrées recommandent de profiter des opportunités de sensibilisation à la maternité pour mieux informer les femmes. Des campagnes d\\\’information, y compris des cliniques mobiles au sein des communautés et des campagnes digitales, sont nécessaires pour lutter efficacement contre la désinformation et atteindre les objectifs de planification familiale au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Journée mondiale des zones humides : la mise en terre de plants couronne les activités de la célébration

À l\\\’instar de plusieurs pays, le Bénin n\\\’est pas resté en marge de la célébration de la Journée Mondiale des Zones Humides (JMZH), hier, jeudi 02 février 2023 dans la commune de Ouidah. Portée sur le thème « Il faut restaurer les zones

humides », elle est célébrée par l\\\'Agence Béninoise pour l\\\'Environnement (ABE).

Née de la signature de la Convention sur les zones humides intervenue le 02 février 1971, dans la ville iranienne de Ramsar pour sensibiliser sur les écosystèmes, elle consiste à la mise en exergue des écosystèmes, extrêmement menacés de nos jours, mais si vitales pour l'Homme.

Monsieur François-Corneille KEDOWIDE, Directeur Général de l\\\'ABE a déclaré qu'elle est marquée par des actions ponctuelles au Bénin. Lesquelles permettraient d'avoir un impact positif beaucoup plus grand pour de plus palpables réalisations. C'est ce qui explique la mise en terre de plants de palétuviers, plus exactement à Hiô dans l\\\'arrondissement d\\\'Avlékété. Un site pas choisi au hasard, selon Monsieur Abdou Salami AMADOU, Responsable de projet FEM/WACA-ReSIP, puisqu'il appartient à l'aire centrale de l'aire communautaire de conservation en cours de création pour valoriser la conservation et à la préservation des ressources naturelles. Le suivi et l'entretien seront bel et bien réels a martelé le responsable.

Un geste écocitoyen très apprécié du Chef d'Arrondissement d'AVLEKETE, un acte salvateur dans la mesure où les palétuviers constituent un écosystème très rafraîchissant. Il affirme que l'exploitation desdits palétuviers contribue à l'amélioration de l'environnement et à son passage.

Plusieurs plants ont donc été implantés par les autorités en vue d'une revitalisation et d'une restauration des zones humides dégradées au Bénin. C'était en présence de plusieurs cadres, agents gouvernementaux et société civile.

Journée mondiale des zones humides : la mise en terre de plants couronne les activités de la célébration

À l'instar de plusieurs pays, le Bénin n'est pas resté en marge de la célébration de la Journée Mondiale des Zones Humides (JMZH), hier, jeudi 02 février 2023 dans la commune de Ouidah. Portée sur le thème « Il faut restaurer les zones humides », elle est célébrée par l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE).

Née de la signature de la Convention sur les zones humides intervenue le 02 février 1971, dans la ville iranienne de Ramsar pour sensibiliser sur les écosystèmes, elle consiste à la mise en exergue des écosystèmes, extrêmement menacés de nos jours, mais si vitales pour l'Homme.

Monsieur François-Corneille KEDOWIDE, Directeur Général de l'ABE a déclaré qu'elle est marquée par des actions ponctuelles au Bénin. Lesquelles permettraient d'avoir un impact positif beaucoup plus grand pour de plus palpables réalisations. C'est ce qui explique la mise en terre de plants de palétuviers, plus exactement à Hiô dans l'arrondissement d'Avlékété. Un site pas choisi au hasard, selon Monsieur Abdou Salami AMADOU, Responsable de projet FEM/WACA-ReSIP, puisqu'il appartient à l'aire centrale de l'aire communautaire de conservation en cours de création pour valoriser la conservation et à la préservation des ressources naturelles. Le suivi et l'entretien seront bel et bien réels a martelé le

responsable.

Un geste écocitoyen très apprécié du Chef d’Arrondissement d’AVLEKETE, un acte salvateur dans la mesure où les palétuviers constituent un écosystème très rafraîchissant. Il affirme que l’exploitation desdits palétuviers contribue à l’amélioration de l’environnement et à son passage.

Plusieurs plants ont donc été implantés par les autorités en vue d’une revitalisation et d’une restauration des zones humides dégradées au Bénin. C’était en présence de plusieurs cadres, agents gouvernementaux et société civile.